

## INDICATEUR 10

**Proportion de pays en développement partenaires ayant: a) accru leurs dépenses publiques d'éducation ; ou b) maintenu les dépenses du secteur à au moins 20 % de leurs dépenses publiques**

**Définition :** Nombre total de pays en développement partenaires qui, pendant un exercice donné, ont: i) augmenté leurs dépenses publiques d'éducation par rapport à un exercice de référence ; ou ii) maintenu leurs dépenses d'éducation à au moins 20 % des dépenses publiques totales, exprimées en pourcentage du nombre total de pays en développement partenaires.

**Objet :** Suivre les progrès relatifs à l'augmentation du financement public de l'éducation, qui est une condition préalable au financement de plans et politiques d'éducation crédibles.

**Unité de mesure :** Pourcentage

**Méthode de calcul :** Au niveau du pays, calculer les dépenses publiques totales d'éducation en additionnant: i) les dépenses d'éducation de tous les ministères ; ii) les dépenses d'éducation des collectivités locales ; iii) les cotisations sociales non-salariales des employeurs (à condition qu'elles ne soient pas directement imputées au budget du ministère de l'Éducation). Calculer ensuite la part des dépenses d'éducation dans les dépenses publiques totales en divisant les dépenses publiques totales d'éducation par les dépenses publiques totales (hors service de la dette) et en multipliant le résultat obtenu par 100. Cette part est calculée pour l'exercice le plus récent (l'exercice en cours) et pour un exercice de base (exercice de référence). En se fondant sur les parts de l'éducation pour l'exercice en cours et l'exercice de référence, la valeur globale pour le groupe de pays en développement partenaires est calculée en divisant le nombre de ces pays qui ont augmenté leurs dépenses publiques d'éducation ou ont maintenu les dépenses du secteur à au moins 20 % des dépenses publiques par le nombre total de pays en développement partenaires, et en multipliant le résultat obtenu par 100.

*N.B. Dans le cas de l'indicateur global, l'exercice en cours est le dernier exercice civil. Dans le cas d'un pays en développement partenaire, l'exercice en cours est l'exercice budgétaire du pays qui se termine pendant l'exercice en cours considéré pour l'indicateur global.*

### Formule :

Indicateur national

$$EEShare_{j,t} = \frac{EEEX_{j,t}}{EGEX_{j,t}}$$

Indicateur global

$$f(CRITERIA_{2,j,t}) = \begin{cases} 1, & EEShare_{j,t} \geq 20\% \\ 0, & \text{ou} \end{cases}$$

$$f(CRITERIA_{1,j,t}) = \begin{cases} 1, & EEShare_{j,t} \geq EEShare_{j,t-1} \\ 0, & \text{ou} \end{cases}$$

$$PROP_t((CRITERIA_{2,j,t} = 1 \text{ ou } CRITERIA_{1,j,t} = 1)) = \frac{\sum_{j=1}^n CRITERIA_{2,j,t} + \sum_{j=1}^n CRITERIA_{1,j,t}}{n}$$

où :

$EEShare_{t,j}$  Part des dépenses publiques d'éducation dans les dépenses publiques totales du pays  $j$  pendant l'exercice  $t$

$EEEX_{t,j}$  Dépenses publiques d'éducation du pays  $j$  pendant l'exercice  $t$

$EGEX_{t,j}$  Dépenses publiques totales du pays  $j$  pendant l'exercice  $t$

$f(CRITERIA\_2_{j,t})$ : Variable muette indiquant si la part des dépenses publiques d'éducation dans les dépenses publiques totales au cours de l'exercice  $t$  est supérieure à 20 %

$f(CRITERIA\_1_{j,t})$ : Variable muette indiquant si la part des dépenses publiques d'éducation dans les dépenses publiques totales au cours de l'exercice  $t$  est supérieure à ce qu'elle était au cours de l'exercice  $t-1$

$PROP_t(CRITERIA\_2_{j,t} = 1 \text{ ou } CRITERIA\_1_{j,t} = 1)$ : proportion de pays en développement partenaires qui ont : i) augmenté leurs dépenses publiques d'éducation par rapport à un exercice de référence ; ou ii) maintenu leurs dépenses d'éducation à au moins 20 % des dépenses publiques, exprimé en pourcentage du nombre total de pays en développement partenaires.

$n$  nombre total de pays en développement partenaires

**Période couverte :** Année civile

**Données requises :** Dépenses d'éducation ; dépenses publiques totales (hors service de la dette).

**Source des données :** Ministères des Finances, services budgétaires ou Trésor national

**Types de ventilation :** Par PFC

**Interprétation :** Cet indicateur reflète l'engagement financier des pays en faveur de l'éducation. Plus le pourcentage est élevé, plus les progrès vers la réalisation des objectifs de financement intérieur sont importants dans tous les pays en développement partenaires. Cet indicateur devrait être interprété en tenant compte des autres indicateurs nationaux et des circonstances atténuantes pour évaluer l'engagement des pays en faveur de l'éducation. Ceux-ci comprennent : i) le contexte démographique ; ii) le contexte sécuritaire qui peut exiger d'importantes dépenses militaires ; iii) les conditions de scolarisation ; iv) l'efficacité et la productivité des dépenses d'éducation.

**Normes de qualité :** Dans la majorité des pays, les dépenses effectives ne sont pas toujours disponibles en temps voulu pour effectuer les calculs. Des estimations sont alors réalisées à partir des données budgétaires provisoires corrigées en utilisant un taux d'exécution estimé équivalent à celui de l'exercice précédent. Les taux d'exécution sont calculés pour i) les dépenses totales et ii) les dépenses d'éducation pour chaque ministère ou organe national finançant ces dépenses. Les dépenses totales et les dépenses d'éducation sont ventilées en dépenses d'investissement et de fonctionnement pour rendre les estimations les plus fiables possible.

**Limites :** i) Le périmètre budgétaire (c'est-à-dire la couverture institutionnelle, dont les entités et leurs dépenses d'éducation connexes sont considérées comme « publiques ») varie énormément selon les pays, en fonction des variations existant entre les institutions chargées de fournir des services d'enseignement public. Qui plus est, l'éducation peut également être financée au niveau infranational ou par des organismes décentralisés dont les budgets (transférés au niveau central mais financés au niveau local) peuvent être difficiles à consolider. Dans certains contextes, les dépenses pertinentes des documents budgétaires ne sont pas systématiquement identifiées comme étant consacrées à l'éducation ; il est donc possible que les dépenses d'éducation soient sous-estimées. Les dépenses devraient inclure les cotisations sociales liées aux salaires. Lorsque les cotisations des employeurs ne sont pas imputées au budget des ministères d'exécution concernés mais proviennent plutôt de réserves communes à l'ensemble de la fonction publique (ce qui est souvent le cas pour les régimes de retraite), il convient de calculer la valeur de ces cotisations. Cette question est importante compte tenu de la forte proportion des dépenses d'éducation couvrant les salaires ; ii) Le pourcentage des dépenses publiques consacrées à l'éducation au niveau des pays en développement partenaires dans le cadre de cet indicateur du GPE ne peut pas être directement comparé aux indicateurs équivalents calculés au niveau des pays ou par des organismes internationaux tels que l'Institut de statistique de l'UNESCO. Les principaux facteurs à prendre en compte ici comprennent l'exclusion du service de la dette dans les dépenses totales, l'utilisation des dépenses effectives plutôt que des dépenses inscrites au budget, et le périmètre des dépenses

d'éducation ; iii) Les dépenses d'éducation sont considérées indépendamment de la source des financements (intérieure ou extérieure) tant qu'elles sont inscrites au budget officiel. Les budgets d'équipement ou d'investissement des pays en développement fluctuent généralement avec les apports extérieurs au budget de l'État. Cet indicateur peut donc varier fortement lorsque le budget d'investissement dépend largement de financements extérieurs.